(Pétition à signer : http://chng.it/qs9NzbHY9v)

MANIFESTATION À BERCY :

PAS D’AFFAIRES AVEC BOLSONARO

#ParisAnnuleBolsonaro

Mercredi, le 5 juin, de 13h30 à 15h30

Ne laissons pas Bercy dérouler le tapis rouge à l’extrême-droite brésilienne !

Não ao tapete vermelho de Bercy à extrema direita do Brasil !

Do not let France roll out the red carpet for the Brazilian far right !

http://chng.it/qs9NzbHY9v

Alors que, début mai, le président Emmanuel Macron a reçu à l’Élysée le chef indigène amazonien Raoni et l’a assuré du soutien de la France pour préserver l’Amazonie, le 5 juin prochain, le Ministère français de l’Économie et des Finances accueillera un forum organisé par le MEDEF international, dont les invités sont d’éminents représentants de ces élites patronales qui ont soutenu au Brésil la campagne de Jair Bolsonaro, ainsi que des représentants de la coalition au pouvoir, comme le général Carlos Alberto dos Santos Cruz. Ce dernier est Ministre-chef du Secrétariat de Gouvernement de la Présidence du Brésil et à ce titre il gère les privatisations des entreprises publiques brésiliennes et le « monitoring » des actions des organisations de la société civile.

Sur la page internet annonçant cette rencontre, sont vantées auprès des entreprises françaises les « opportunités » économiques offertes par le Brésil depuis l’arrivée au pouvoir de l’extrême-droite, qui mène un programme de privatisations et souhaite ouvrir l’Amazonie à des projets industriels et à l’extraction minière. L’argumentation est fondée sur l’exploitation partiale de statistiques et sur la prétendue adhésion de la population brésilienne aux réformes ultralibérales du gouvernement, notamment celle des retraites, à laquelle 51 % de la population brésilienne est pourtant opposée (sondage Data Folha d’avril 2019).

La secrétaire d’État auprès du ministre de l’Économie et des Finances, Agnès Pannier-Runacher, participera à ce forum, qui intègre la programmation officielle de la Semaine de l’Amérique latine et des Caraïbes en France, organisée sous l’égide du Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères.

Le gouvernement Bolsonaro et ses alliés d’extrême droite portent un projet de criminalisation des mouvements sociaux et d’exclusion des minorités, de démantèlement généralisé des politiques de protection environnementale et de destruction des droits des peuples indigènes ; leur fonds de commerce idéologique s’appuie sur des thèses racistes, homophobes, misogynes et conspirationnistes, incompatibles avec les valeurs démocratiques.

Une telle rencontre revient à spéculer sur le délitement de la démocratie au Brésil, sur la destruction des ressources forestières en Amazonie et sur la violation des droits des populations indigènes. Elle va à l’encontre de la position officielle de l’État français face aux enjeux démocratiques, sociaux et environnementaux auxquels est confronté actuellement le Brésil.

Dans la droite ligne de ces citoyen-ne-s new-yorkais-es dont la mobilisation récente a permis l’annulation d’une cérémonie en l’honneur de Jair Bolsonaro, refusons à notre tour la tenue le 5 juin prochain du VIe forum économique France-Brésil 2019, organisé par MEDEF International et son

partenaire brésilien, la Confédération Nationale de l'Industrie (CNI), dans les locaux du Ministère de l'économie.

Faisons en sorte que cette annulation soit le préalable à la mise en œuvre d'une véritable politique de soutien aux populations menacées au Brésil et de lutte contre l'extrême-droite.

Nous, citoyen-ne-s français-e-s, franco-brésilien-ne-s et européen-ne-s, collectifs, associations et ONGs, démocrates brésilien-ne-s vivant au Brésil ou en exil, citoyen-ne-s des États-Unis engagé-e-s, refusons catégoriquement que puisse se tenir, dans les locaux et avec l'appui d'un ministère de la République Française, un événement incompatible avec les valeurs de la démocratie.

Collectifs, associations, ONGs

Act Up-Paris
Alerte France Brésil
Amazon Watch
ATTAC
Autres Brésils
Brasilien Initiative Berlin
CCFD-Terre Solidaire
Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID)
Coletivo Liberdade e Democracia (Belgique)
Coletivo Grito Genebra (Suisse)
Comité des Amis du Mouvement des Sans Terre du Brésil
Comité de solidarité avec les Indiens des Amériques (CSIA-Nitassinan)
Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM)
Emmaüs International
Encuentro Belgian Latin America Network
FIBRA (Frente Internacional Brasileiros contra o Golpe)
Forschungs- und Dokumentationszentrum Chile-Lateinamerika (Berlin)
France Amérique Latine
France Libertés – Fondation Danielle Mitterrand
Planète Amazone
Réseau brésilien de soutien aux victimes de violence domestique (Belgique)
Réseau européen pour la Démocratie au Brésil (RED.br)
US Network for Democracy in Brazil

Pour signer, c'est ici :

http://chng.it/qs9NzbHY9v